

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative
24016 Périgueux
ud-24.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Périgueux, le 25 mars 2026

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 15/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS SARLAT PIERRES NATURELLES

Le Goulet
24620 Sireuil

Références : UbD24-47/314/2025
Code AIOT : 0005204820

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 15/12/2025 dans l'établissement SAS Sarlat Pierres Naturelles implanté « Le Goulet », « Carrière du Cro Magnon », 24620 Les Eyzies. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection inopinée fait suite à la cessation d'activité définitive de l'activité extractive (rubrique 2510). En PJ de ce rapport est joint le projet d'arrêté préfectoral de levée des garanties financières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS Sarlat Pierres Naturelles
- Le Goulet Carrière du Cro Magnon 24620 Les Eyzies
- Code AIOT : 0005204820
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral du 2 novembre 1998, la société SA Étienne GALLET a été autorisée à exploiter une carrière souterraine de calcaire sur le territoire de la commune Les Eyzies de Tayac Sireuil au lieu-dit « Le Goulet » pour une durée de 30 ans à compter de la date de notification de l'arrêté. La production maximale autorisée est fixée à 11 000 tonnes.

Par arrêté préfectoral n°03-2171 du 18 décembre 2003, la SA Étienne GALLET a été autorisée à poursuivre l'exploitation sans modification de la durée de l'autorisation initiale.

Depuis 2017, il n'y a eu aucune exploitation.

Le site est à l'arrêt, sans perspective de reprise. La cessation d'activité définitive a été engagée par une notification du 20 janvier 2023 complétée par une étude de stabilité actualisée en août 2022. Les ATTES SECUR, MEMOIRE et TRAVAUX ont été réalisées le 21 janvier 2025 par la société certifiée Teréo.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L171-7 et L171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement, article R512-39-1
2	Mise en sécurité	Code de l'environnement, article R512-39-1
3	ATTES MÉMOIRE et ATTES TRAVAUX	Code de l'environnement, article R512-39-3
4	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 18/12/2003, article 15.2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des aménagements réalisés et documents transmis, il peut être considéré que l'exploitant a satisfait aux obligations de remise en état de la carrière souterraine.

En conséquence, il est proposé la levée de l'obligation de constitution des garanties financières, par voie d'arrêté préfectoral.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R512-39-1
Thème : Situation administrative, Notification cessation
Prescription contrôlée : « I.- Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R512-35. [...] »
Constats : La notification de la cessation d'activité a été effectuée par courrier de l'exploitant le 20 janvier 2023. Les mesures de mise en sécurité ont été indiquées. Ce courrier a été complété par un courrier du 8 février 2023 qui listait, entre autres, les parcelles pour lesquelles la cessation est demandée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R512-39-1
Thème : Situation administrative, Mesures de mise en sécurité
Prescription contrôlée : « [...] III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. [...] »
Constats : Le jour de la visite, l'accès à la carrière souterraine était fermée par un portail. Les éléments relatifs à la présentation de la carrière sont toujours présents, notamment les panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. L'inspection n'a observé aucune activité. L'ATTES SECUR a été réalisée le 21 janvier 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est invité à procéder à l'enlèvement des signalétiques relatives à la carrière, en lien notamment avec le gestionnaire de la voirie d'accès au site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : ATTES MÉMOIRE et ATTES TRAVAUX

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R512-39-3
Thème : Cessation
Prescription contrôlée : « I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées. [...] Pour les installations relevant de l'article L. 181-28, le mémoire décrit les opérations déjà réalisées et celles restant à mettre en œuvre en application des conditions de réaménagement fixées par l'autorisation. Le diagnostic prévu dans le mémoire de réhabilitation tient compte des investigations déjà réalisées dans ce cadre et est proportionné aux enjeux du site, compte tenu des caractéristiques des milieux environnants et du ou des usages futurs du site. [...] Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin

<p>d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant, pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les travaux de mise en sécurité et de remise en état ont été réalisés, couplé d'un diagnostic de stabilité de la carrière établi en août 2022.</p> <p>Au regard des constats effectués, la société certifiée Teréo a délivré les ATTES MÉMOIRE et TRAVAUX le 21 janvier 2025.</p> <p>La conclusion relative aux travaux de réhabilitation (cf. ATTES TRAVAUX) est la suivante : « atteste, sans réserve, de l'adéquation des mesures proposées par l'exploitant pour la réhabilitation du site ».</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Garanties financières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2003, article art 15.2</p>
<p>Thème : Autre, Garanties financières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier de l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les garanties financières ont été constituées par une consignation auprès de la caisse des dépôts et consignations à l'initiative de l'exploitant.</p> <p>Au regard de l'achèvement de la procédure de cessation d'activité conforme à la réglementation, il peut être mis fin à l'obligation de constitution de garanties financières par arrêté préfectoral complémentaire suivant le projet communiqué en pièce jointe à l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>